

Article

« La Chine et l'Asie du sud »

William Badour

Études internationales, vol. 1, n° 1, 1970, p. 61-69.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700008ar>

DOI: 10.7202/700008ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d'utilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LA CHINE ET L'ASIE DU SUD

L'analyse des relations de la Chine avec les États hétérogènes de l'Asie du Sud est une tâche à la fois importante et complexe. Importante, car l'Asie du Sud a été et continue d'être une région caractérisée par des rapports de haute tension qui menacent la paix et la stabilité du système international. L'urgence des besoins d'aide économique des États de cette région, leurs problèmes de sécurité ainsi que leur faible capacité d'action politique, tous ces facteurs contribuent à provoquer l'intervention des grandes puissances dans la région. La complexité du sujet à l'étude provient évidemment en partie de cette intervention des grandes puissances. Les problèmes de caractère régional sont aggravés et deviennent ainsi des éléments de rivalité entre ces grandes puissances. Des facteurs locaux contribuent en outre à en compliquer l'analyse ¹.

Le peu d'espace dont nous disposons nous obligera donc à situer nos commentaires à un niveau très général et à laisser de côté de nombreux problèmes se rapportant aux rapports entre la Chine et chacun des États de l'Asie du Sud. Ainsi, je limiterai mes observations tout particulièrement aux relations entre la Chine d'une part, surtout en ce qu'elles comportent des tentatives de la part de ces trois États d'assurer leur sécurité dans la région très stratégique des Himalayas ².

De façon générale, on peut dire que la politique étrangère chinoise poursuit les trois objectifs suivants :

— tout d'abord, la sécurité de l'État chinois. Dans l'Asie du Sud, la sécurité de

¹ Michael BRECHER, *The New States of Asia*, New York, Oxford University Press, 1963, pp. 88-110.

² Voir : Wayne WILCOX, *India, Pakistan and the Rise of China*, New York, Walker & Co., 1964.

l'État chinois est intimement liée à la question du Tibet et à la définition des frontières dans la région des Himalayas ;

— l'avancement des intérêts nationaux peut être considéré comme le deuxième objectif. Pour la Chine, cela implique soit l'imposition d'une hégémonie chinoise, soit la création d'une zone d'influence qui engloberait au moins les Himalayas et peut-être éventuellement toute la région de l'est et du sud de l'Asie continentale³. La tentative de la Chine d'imposer son hégémonie dans cette région ne veut pas nécessairement dire que la Chine se propose de conquérir ou d'annexer ces pays. Il se pourrait fort bien que la Chine préfère, en Asie comme ailleurs, la prise du pouvoir par un parti communiste indigène disposé à accepter le *leadership* chinois sans pour cela devenir un satellite au sens stalinien du mot ;

— la promotion des aspirations idéologiques maoïstes constitue vraisemblablement le troisième objectif de la politique étrangère chinoise. Depuis son accession au pouvoir en 1949, le *leadership* chinois a toujours affirmé que la voie suivie par la Chine dans sa lutte de libération nationale doit être considérée comme le modèle de lutte révolutionnaire qui dans ses points essentiels pourrait tout aussi bien s'appliquer aux autres pays sous-développés. En outre, Mao Tse-toung prétend avoir solutionné pour ces mêmes États le problème de développement économique, c'est-à-dire l'édification d'un état socialiste. En somme, la pensée de Mao Tse-toung se présente comme un programme stratégique de libération nationale et de développement socio-économique.

Nous allons maintenant examiner, quoique très brièvement, les mesures adoptées par la Chine dans ses tentatives de réaliser ces objectifs en Asie du Sud.

1 — Pékin et l'Asie du Sud : la région des Himalayas

Quels sont les intérêts de la Chine dans cette région ?

En vue d'assurer sa sécurité dans la région des Himalayas, la Chine croit nécessaire la possession des principaux points stratégiques de la région de même que l'établissement de son hégémonie sur les petits royaumes des Himalayas.

Dans la plupart de ses régions frontalières, la Chine doit faire face à une double menace : une rébellion interne soutenue par des puissances extérieures et des tentatives de pénétration par ces mêmes puissances. L'histoire moderne de la Chine fourmille d'exemples de grandes puissances s'installant à la périphérie de ses frontières dans le but d'exercer une action sur le territoire de la Chine proprement dite⁴.

Ces régions frontalières, à l'exception de la Mandchourie, sont habitées par une population clairsemée, formée de minorités agitées, primitives et mal pour-

³ John FAIRBANK, ed., *The Chinese World Order*, Cambridge, Harvard University Press, pp. 1-19.

⁴ Hu SHENG, *Imperialism and Chinese Politics*, Peking, Foreign Languages Press, 1955.

vues de voies de communication avec l'ensemble du pays. Elles sont ainsi très vulnérables à la pénétration des puissances hostiles. Pour cette raison, Pékin, depuis 1949, a réagi fortement chaque fois qu'elle estimait son contrôle menacé dans ces régions. Ainsi, dans la guerre de Corée, l'intervention de la Chine peut s'expliquer surtout du fait qu'elle a voulu empêcher la puissante armée américaine de s'installer sur la rive sud de la rivière Yalu, estimant que la présence des États-Unis dans cette région pourrait avoir des conséquences néfastes sur son contrôle de la Mandchourie ⁵.

La sensibilité de la Chine dans ce domaine s'applique également au Tibet et aux régions avoisinantes des Himalayas, régions qui séparent la Chine de l'Inde et du Pakistan. En Asie du Sud, l'Inde pourrait être envisagée comme une menace à la sécurité de la Chine du côté des Himalayas et au Tibet. Il faut se rappeler qu'au cours de son histoire le Tibet a eu, d'une part, des relations étroites avec l'Inde et que, d'autre part, il a fréquemment contesté la domination de Pékin ⁶. Selon Pékin, une telle menace de la part de l'Inde ne deviendrait grave que si elle coïncidait avec une menace venant d'ailleurs.

Le Tibet est le point névralgique de tout le système de défense de la Chine dans le sud-ouest du pays. Le Tibet a aussi exercé une influence considérable à la fois culturelle et politique, sur la vaste région de l'Asie intérieure qui se prolonge de la Mongolie à travers le Sin-kiang, le Népal, le Sikhim, le Bhutan jusqu'aux Himalayas d'Assam. Un contrôle de Pékin sur le Tibet et les régions avoisinantes aurait pour effet d'isoler de l'influence des autres pays une vaste région traditionnellement réticente à accepter le contrôle politique de Pékin. Par sa présence, Pékin exercerait aussi une pression directe sur l'Inde et ferait obstacle à l'influence indienne sur les royaumes des Himalayas. De fait, elle menacerait toute la position stratégique de l'Inde et, par voie de conséquence, la défense de tout le sous-continent indien.

En 1949, l'entrée en scène d'un gouvernement fort et unifié à Pékin a déclenché un processus de réimposition du contrôle chinois sur l'Asie intérieure. À cette fin, la Chine a dû faire face aux trois problèmes suivants :

— le problème le plus urgent était sans contredit la réintégration du Tibet à l'intérieur du territoire chinois ;

— ensuite, la présence militaire chinoise au Tibet allait nécessairement poser un deuxième problème, savoir, la démarcation précise des frontières séparant la Chine des autres États de la région, notamment l'Inde ;

— et, finalement, l'affirmation par la Chine de ses intérêts traditionnels exigerait à la longue le dégagement du Népal, du Sikhim et du Bhutan de la zone d'influence des Indes.

L'occupation militaire du Tibet en 1950 par la Chine de même que les tentatives de Pékin de mettre en vigueur un programme ambitieux de réforme politique,

⁵ Allen WHITING, *China Crosses the Yalu*, Stanford, Stanford University Press, 1968. pp. 151-162.

⁶ George N. PATTERSON, *Peking vs Delhi*, London, Faber and Faber, 1963, pp. 94-98.

économique et sociale a déclenché une série d'événements dont le point culminant fut la guerre sino-indienne de 1962. À cet égard, rappelons que le Tibet est l'élément indispensable à une compréhension à la fois des relations actuelles entre la Chine et l'Inde et des intérêts stratégiques de Pékin dans la région des Himalayas.

L'annonce par la Chine en 1950 de son intention de procéder prochainement à la libération du Tibet causa beaucoup d'inquiétudes à Delhi. De fait, les leaders du nouvel État de l'Inde étaient à cette époque disposés à sacrifier les droits spéciaux qu'ils possédaient sur le Tibet, droits qui étaient un héritage de l'Empire britannique. En effet, l'ambassadeur des Indes en Chine, M. Sardar Pannikar, et le premier ministre, M. Nehru, en étaient vite venus à la conclusion que la politique britannique de considérer le Tibet comme une région où l'Inde possédait des intérêts particuliers n'était plus viable. L'occupation militaire du Tibet par la Chine présentait quand même une menace sérieuse à la sécurité des frontières de l'Inde. Pour cette raison, Delhi était particulièrement désireuse de trouver une solution qui lui permettrait à la fois de reconnaître la souveraineté chinoise sur le Tibet, d'assurer l'autonomie tibétaine et d'empêcher les troupes chinoises de s'installer dans les régions frontalières ⁷.

L'Inde espérait qu'une renonciation à sa part des privilèges acquis au Tibet par l'Empire britannique, accompagnée d'une politique d'amitié et d'accommodement, allait convaincre Pékin que l'Inde ne nourrissait aucune intention hostile à l'égard de la Chine. En outre, l'Inde croyait qu'une telle politique pourrait restreindre les activités militaires de la Chine au Tibet. Au tout début, cette politique n'eut guère de succès. Lorsque le gouvernement indien s'opposa à l'invasion du Tibet et exigea une démarche plus pacifique de la part de la Chine, Pékin affirma que le problème tibétain en était un essentiellement d'ordre interne et accusa l'Inde d'être au service des puissances impérialistes.

À partir de 1954, toutefois, Pékin adopta une politique beaucoup plus modérée à l'égard des États non-engagés de l'Asie ⁸. De cette façon, Pékin apprenait à mieux saisir les possibilités pour la diplomatie chinoise de mettre à profit la politique de non-engagement comme moyen d'expulser la présence militaire américaine de l'Asie et de réaliser des objectifs longtemps rêvés. Dans la même année l'Inde et la Chine signèrent une entente régissant le commerce et les voyages entre l'Inde et la région tibétaine de la Chine. De plus, ces deux pays échangèrent des promesses de non-agression sous forme des « cinq principes de coexistence pacifique ». Les deux gouvernements étaient conscients du problème de la démarcation des frontières mais crurent bon de reléguer ce problème aux oubliettes sans discussion sérieuse.

Après 1956, la politique adoptée par la Chine à l'égard du Tibet et l'entrée en grand nombre des cadres et soldats chinois produisirent quelques soulèvements surtout dans l'est du Tibet.

Finalement, en 1958, les combats entre les soldats chinois et les membres de la tribu Khamba, dans l'est du Tibet, prirent beaucoup d'ampleur et commencèrent

⁷ *Idem.*, pp. 101-104.

⁸ A. Doak BARNETT, *Communist China and Asia*, New York, Random House, Vintage edition, 1961, pp. 95-109.

à s'étendre au Tibet proprement dit. Les mesures militaires prises par les Khambas allaient jusqu'à menacer les voies de communication chinoises avec le Tibet du côté de l'est. Pour parer à cette menace, l'armée de la libération du Peuple avait commencé, dès 1956, la construction d'une route militaire traversant le plateau Aksai Chin reliant le secteur ouest du Sin-kiang et le Tibet occidental.

Mis au courant de l'existence de cette route deux ans plus tard, le gouvernement de l'Inde protesta sous prétexte que la voie militaire traversait le territoire indien. Les Chinois, qui se montraient aussi soucieux de la sécurité de cette route que de la sécurité du Tibet lui-même, répliquèrent qu'on n'avait jamais établi d'une façon formelle la ligne de démarcation des frontières sino-indiennes et que, de toute manière, la route Sin-kiang-Tibet était entièrement construite en territoire chinois.

Du même coup, Chou-En-lai déclara illégale l'existence de la ligne McMahon dans le secteur est de la frontière, soutenant que c'était le produit des visées agressives de l'impérialisme britannique contre la Chine. Comme solution provisoire et dans l'attente de la délimitation des frontières, Chou proposa la prolongation temporaire du *statu quo* de part et d'autre.

À peine quelques mois après, en mars 1959, la dispute frontalière prit une signification nouvelle lorsque le conflit au Tibet atteignit Lhasa et que le dalaï lama, en compagnie de plusieurs de ses partisans armés, s'enfuit en Inde pour y chercher asile. Toute apparence d'amitié sino-indienne, entretenue avec tant de soin depuis 1954, en fut ébranlée. Suivant l'opinion chinoise, la révolte du Tibet avait reçu l'aide et l'appui des Indiens et Pékin affirmait que les agents américains et le Kuo-ming-tang possédaient des bases en Inde d'où ils dirigeaient les rebelles. Il y avait là, aux yeux de Pékin, une menace à la sécurité des intérêts vitaux des Chinois. Une réussite de la révolte tibétaine placerait le Tibet en état de faire appel à la protection de l'Ouest et d'accorder des bases aériennes et d'autres concessions militaires qui deviendraient une menace directe à la Chine dans une région où la domination de Pékin était vivement disputée. Avant tout, Pékin se devait d'agir vite afin de fermer la frontière entre le Tibet et l'Inde et de priver ainsi les insurgés de toutes les sources possibles d'aide et d'appui en provenance de l'extérieur. L'Inde fut bouleversée à la fois par les événements au Tibet et les accusations de connivence avec les rebelles portées par les Chinois. Les deux parties en présence déclenchèrent l'avance de leurs troupes dans les régions frontalières contestées en vue d'obtenir ou de consolider la maîtrise des passes stratégiques de l'Himalaya.

L'histoire a enseigné aux Chinois que les régions frontalières fournissent souvent une occasion de pénétration politique, économique et culturelle et que pendant ses périodes de faiblesse ces régions ont été souvent occupées par des puissances étrangères. Voilà pourquoi la Chine était bien décidée de prendre une attitude ferme et forte en rapport avec le Tibet et sa dispute frontalière avec l'Inde dans la région stratégique d'Aksai Chin. Dans les deux cas, il y avait un enjeu fondamental : la sécurité de l'État chinois et la reprise de points stratégiques abandonnés par l'Empire mandchou au cours de la période de faiblesse et de désunion qui a marqué ses derniers jours.

Il nous est impossible de faire ici la part des revendications chinoises et des contre-revendications indiennes⁹. Il semble toutefois que les prétentions de la Chine à la possession du secteur Aksai Chin que traversent ses routes militaires, sont bien fondées. Du côté est, les réclamations chinoises visant les Himalayas d'Assam s'inspirent de motifs fort douteux. L'opposition chinoise à la ligne McMahon semble être beaucoup plus une question de principe que d'intérêt stratégique. L'accord frontalier conclu entre la Chine et la Birmanie laisse entendre que Pékin aurait pu être disposée à renégocier avec l'Inde une délimitation de frontières à peu près semblable à celles de la ligne McMahon si violemment dénigrée. Il y a de bonnes raisons de supposer que les revendications de Pékin dans ce secteur correspondent plutôt à un moyen commode de marchandage pour amener l'Inde à reconnaître les demandes de la Chine touchant la partie est de la région Aksai Chin.

Quoi qu'il en soit, il faut admettre que, durant la période 1959-1962, il s'est établi entre l'Inde et la Chine des contacts fréquents, y compris un certain nombre de rencontres au sommet entre Nehru et Chou-En-lai, qui n'ont pu aboutir à des résultats positifs. L'Inde refusait de négocier à moins que les Chinois ne retirent leurs troupes du territoire occupé dans la région d'Aksai Chin. Entre-temps, l'Inde renforçait ses positions militaires dans les régions frontalières de l'Himalaya et construisait un réseau de bases fortifiées dans le secteur ouest afin de chasser les forces chinoises de cette région disputée.

En octobre 1962, après un certain nombre de violentes échauffourées dans le secteur ouest, Nehru donna l'ordre aux chefs des troupes indiennes de lancer une offensive dans le but évident de déloger les forces chinoises de cette région. La bataille qui s'ensuivit eut des conséquences désastreuses pour l'Inde : les Chinois ne se contentèrent pas de mettre les Indiens en déroute du côté ouest, mais traversèrent ensuite la ligne McMahon et parvinrent à occuper presque toute l'Agence frontalière du Nord-Est. Après avoir prouvé d'une manière aussi frappante la faiblesse militaire des Indiens, les Chinois retirèrent leurs troupes à l'arrière de la ligne McMahon dans le secteur est pour proposer ensuite des négociations. L'Inde refusa l'offre de pourparlers, insistant de nouveau sur la nécessité du retrait des troupes chinoises de la région litigieuse du secteur ouest avant que les négociations puissent commencer.

Depuis 1962, la situation relative aux frontières sino-indiennes s'est stabilisée dans une certaine mesure. L'Inde a poursuivi le renforcement de ses bases militaires dans les Himalayas tandis que Pékin tournait son attention vers la querelle croissante avec l'Union soviétique. Aujourd'hui, la capacité de la Chine d'influencer la politique indienne doit faire face à de sévères contraintes. Les relations diplomatiques entre l'Inde et la Chine sont pratiquement inexistantes et une méfiance profonde caractérise l'attitude de l'Inde à l'égard de la Chine. Il ne semble pas, par conséquent, du moins pour le moment, que la Chine puisse réaliser des gains dans le domaine diplomatique.

⁹ *Report of the Officials of the Governments of India and the People's Republic of China*, New Delhi, Ministry of External Affairs, 1961. *The Sino-Indian Boundary Question (Enlarged Edition)*, Peking, Foreign Languages Press, 1962. Alastair LAMB, *The China-India Border*, London, Oxford University Press, 1964.

Au point de vue militaire la capacité militaire chinoise dans la région des Himalayas n'a apparemment pas marché de pair avec l'augmentation croissante des forces indiennes¹⁰. Ajoutons que, depuis quelques années, Pékin a dû disperser ses forces un peu partout afin de faire face aux menaces soviétiques et américaines. En outre, la puissance nucléaire chinoise, même si elle s'accroît, s'applique davantage aux opérations défensives¹¹. De toute façon, en menaçant l'Inde d'une attaque nucléaire, la Chine s'exposerait vraisemblablement à des représailles de la part de l'Union soviétique et des États-Unis.

La seule stratégie à la disposition de Pékin pour influencer la situation en Inde semble être l'appui des forces maoïstes à l'intérieur du parti communiste indien. Dans les circonstances actuelles, l'élément radical du parti communiste indien demeure toutefois décentralisé et peu nombreux et ne semble pas avoir l'influence voulue pour mettre en danger le gouvernement indien. Il se peut que, dans l'avenir, l'agitation des minorités, les tensions communales, et les difficultés économiques créent des conditions favorables à un mouvement national révolutionnaire. Dans une telle éventualité, Pékin pourrait s'attendre à intervenir plus directement en Inde. En attendant, il est peu probable que la Chine cherche une confrontation directe avec l'Inde. L'appui des deux grandes puissances dont jouit l'Inde rendrait une telle confrontation très coûteuse pour la Chine¹².

Tout comme le Tibet constitue l'élément principal de la politique chinoise dans la région des Himalayas, le Cachemire doit être considéré l'élément clef des rapports entre le Pakistan et la Chine. Pour comprendre le rôle que joue actuellement la Chine dans cette région, il faudra d'abord apprécier l'impact du problème cachemirien sur les rapports entre l'Inde et le Pakistan. La guerre civile non déclarée qui oppose l'Inde et le Pakistan depuis 1947 a exercé une influence prépondérante sur la politique étrangère de chacun de ces États.

Ce conflit du Cachemire a des implications profondes sur la sécurité des deux pays. Le décalage qui existe entre les ressources et les forces armées des deux pays a tout d'abord forcé le Pakistan, dans le but d'assurer sa sécurité, à s'adresser aux grandes puissances. Le problème indien de sécurité, de son côté, s'explique du fait que l'Inde a hérité de l'Empire britannique la responsabilité principale d'assurer la défense des frontières sans pour cela posséder les moyens suffisants pour satisfaire à cette obligation. La faiblesse de la position indienne dans ce domaine a été accentuée par le différend du Cachemire. Sur le plan militaire, en effet, le continent indien constitue une entité naturelle et sa sécurité exige une collaboration étroite entre l'Inde et le Pakistan. Les rapports hostiles qui existent entre l'Inde et le Pakistan s'opposent donc fondamentalement à la stratégie formulée par la Grande-Bretagne pour la défense du continent. Pour ces raisons, l'Inde a dû, tout comme le Pakistan, recourir à l'aide des puissances extérieures. Le fait que l'Inde

¹⁰ Frank ARMBRUSTER, « China's Conventional Military Capability », in Tang Tsou, ed., *China in Crisis*, vol. II, Chicago, University of Chicago Press, 1968, pp. 161-200.

¹¹ Morton HALPERIN, *China and the Bomb*, New York, Praeger, 1965.

¹² Wayne WILCOX, « China's Strategic Alternatives in South Asia », in Tang Tsou ed., *China in Crisis*, vol. II, p. 430.

et le Pakistan aient tous deux ressenti le besoin de rechercher un soutien extérieur a, nous le verrons, d'importantes répercussions sur la politique de Pékin dans la région.

2 — Pékin et l'Asie du Sud : le sous-continent

Nous avons déjà souligné l'importance capitale de la région des Himalayas pour la sécurité et l'intégrité territoriales de la Chine. Au-delà de ce secteur, le sous-continent indien ne semble pas posséder une importance stratégique pour la Chine. Si l'on en juge d'après les principaux critères politiques — telles les ressources naturelles, l'évolution industrielle, la position géographique, les relations commerciales — cette région n'occupe pas un rang de première importance à l'intérieur du système international. Par contre, les dimensions de la région, sa population très nombreuse et son potentiel de développement sont autant de facteurs qui contribuent à rehausser son importance politique et à susciter la convoitise des grandes puissances.

L'intérêt immédiat de la Chine dans le sous-continent s'exprime de la façon suivante :

— tout d'abord, la Chine s'efforce d'isoler l'Inde des autres États de la région et de frustrer ainsi les efforts de l'Inde d'établir son hégémonie et d'élaborer un système collectif de défense dans la région ;

— ensuite, la Chine profite de toutes les circonstances qui s'offrent à elle dans le but de ternir l'image de l'Inde et de mettre sérieusement en doute son influence dans les régions avoisinantes de l'Asie et du Tiers Monde ;

— finalement, la Chine se croit obligée de concurrencer la diplomatie de l'Union soviétique et des États-Unis afin de les empêcher de former un bloc antichinois dans la région en se servant de la position stratégique de l'Inde.

La Chine doit affronter un certain nombre de contraintes sérieuses dans ses efforts de projeter son influence dans la région au delà des Himalayas. Les intérêts communs de plus en plus évidents entre l'Union soviétique et les États-Unis, ainsi que leur tendance croissante à poursuivre une politique analogue dans cette région constituent le grand obstacle pour la Chine. La stabilité du continent indien est devenue, à la suite du conflit sino-soviétique des récentes années et du rapprochement soviéto-américain, un objectif commun aux deux grandes puissances. Les États-Unis ainsi que l'Union soviétique s'intéressent activement au développement et à la stabilité économique de la région et s'efforcent d'empêcher l'Inde de s'engager dans la course aux armements nucléaires. La conférence de Tachkent en 1965 confirmait ce désir de l'Union soviétique de promouvoir la stabilité et la paix dans cette région.

Il est heureux pour la Chine que le Pakistan ne partage pas ce désir d'assurer la stabilité dans la région. À moins d'un changement fondamental de la politique indienne, il est peu probable que l'objectif fondamental que poursuit le Pakistan, c'est-à-dire une solution acceptable au problème du Cachemire, puisse être réalisé dans des conditions de stabilité régionale. La rivalité indo-pakistanaise qu'entraîne

le problème du Cachemire permet donc à la Chine de trouver un allié dans sa lutte contre l'Inde. Grâce à des relations étroites avec le Pakistan, tant au point de vue militaire que diplomatique, Pékin est en mesure d'exercer une certaine influence sur les problèmes touchant la sécurité même de la région. Pour sa part, le Pakistan cherche l'appui de la Chine afin de renforcer sa position vis-à-vis de l'Inde et de ses revendications à l'égard du Cachemire.

Après le conflit frontalier de 1962, les rapports entre la Chine et le Pakistan devinrent beaucoup plus étroits. Durant les années qui suivirent, des ententes furent conclues entre les deux pays touchant des matières aussi importantes que la démarcation de la frontière sino-pakistanaise, les relations commerciales, l'aide économique et le transport aérien. Les deux pays signèrent aussi des accords militaires secrets. Ainsi en 1965, devant le refus des pays occidentaux d'expédier l'aide militaire demandée par le Pakistan, Pékin envoya au Pakistan des avions à réaction, des chars d'assaut, et autre équipement militaire. En outre, durant la guerre pakistano-indienne de 1965, la Chine semble avoir coordonné sa politique avec celle du Pakistan. Ainsi, aux moments critiques, la Chine n'hésita pas à intimider la région du Sikkim, menaçant ainsi l'Inde d'une guerre sur deux fronts¹³.

Le fait que le Pakistan ressente toujours le besoin d'obtenir une aide économique des États-Unis impose des restrictions assez sévères à Pékin. En définitive, l'influence de la Chine auprès du Pakistan reflète beaucoup plus les besoins et la politique du Pakistan que la capacité d'action de la Chine comme puissance indépendante dans la région. Ainsi, la politique chinoise, sans les initiatives du Pakistan, peut difficilement mettre en danger la sécurité de la situation de l'Inde.

¹³ Harold HINTON, *Communist China in World Politics*, Boston, Houghton Mifflin, 1966, pp. 456-57.